



---

**Commission économique pour l'Europe****Comité directeur des capacités et des normes commerciales****Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles****Section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais**

Soixante-cinquième session

Genève, 2-5 mai 2017

**Rapport de la Section spécialisée de la normalisation  
des fruits et légumes frais sur sa soixante-cinquième session****I. Introduction**

1. M<sup>me</sup> Ulrike Bickelmann (Allemagne) a assuré la présidence de la réunion. La session a été ouverte par M<sup>me</sup> Lorenza Jachia, de la Section de l'accès aux marchés de la Commission économique pour l'Europe, qui a souhaité la bienvenue aux représentants et a salué l'activité soutenue et le travail utile de la Section spécialisée.

2. Elle a rappelé l'attention croissante que l'ONU accorde aux objectifs de développement durable et l'intérêt qu'ils revêtent pour les travaux du Groupe de travail, et a souligné que depuis qu'ils avaient été adoptés, la CEE avait articulé ses travaux autour des objectifs les plus pertinents. Elle a aussi indiqué que la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre s'était engagée dans la même entreprise et avait réalisé une affiche promotionnelle pouvant être utilisée par l'ONU mais aussi au niveau national. Selon l'oratrice, la conférence sur les pertes alimentaires organisée l'année précédente par le Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7) avait tout particulièrement mis en lumière le lien existant entre les normes de qualité et l'ODD 12 sur les modes de consommation et de production durables. La nécessité de lutter contre les pertes alimentaires par l'amélioration de la qualité avait été soulignée et était devenue l'un des principes directeurs des travaux du WP.7 et des messages qu'il cherchait à faire passer. L'oratrice a aussi souligné que l'amélioration du partage des connaissances, les échanges de bonnes pratiques et le renforcement des capacités au niveau national – y compris dans les pays en transition ou en développement ou dans tout autre pays où cela pourrait se révéler nécessaire – contribuaient à la réalisation des objectifs de développement durable. Les demandes en ce sens s'étaient multipliées au cours des derniers mois et le secrétariat organiserait ou soutiendrait en 2017 huit ateliers en Europe, en Asie centrale et en Asie. D'autres demandes d'assistance et de conseils avaient été reçues de l'Afrique. Si l'élaboration de normes était la principale mission du WP.7, l'oratrice a observé que les mesures d'accompagnement et de soutien se rattachant au mandat du Groupe recevaient une attention de plus en plus soutenue.



## **II. Participation**

3. Des représentants des pays ci-après ont assisté à la réunion : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Autriche, Brésil, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Israël, Italie, Kazakhstan, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie.
4. Le programme spécialisé ci-après a également pris part à la session : Programme mixte FAO/OMS sur les Normes alimentaires.
5. La Commission européenne était également représentée.
6. L'OCDE était également représentée à la session en la personne d'un responsable du Régime pour l'application de normes internationales aux fruits et légumes.
7. À l'invitation du secrétariat, des professeurs et étudiants de l'Institut de hautes études internationales et du développement (Genève, Suisse) ont assisté à la session en qualité d'observateurs.

## **III. Adoption de l'ordre du jour**

8. Les délégations ont adopté l'ordre du jour provisoire en y apportant des modifications.

## **IV. Faits notables survenus depuis la dernière session**

### **a) ONU, CEE et organes subsidiaires**

9. Le secrétariat a informé la Section spécialisée que la CEE avait réduit ses budgets pour l'exercice biennal en cours et pour le suivant (2018-2019), notamment s'agissant des dépenses de personnel, des consultants, des services d'impression et des frais de voyage. Pour le moment, le secrétariat du Groupe de travail compensait en partie ces manques grâce aux fonds des projets. Il était entendu que l'effort de mobilisation de fonds se poursuivrait à l'avenir.
10. Le secrétariat a aussi rendu compte de la session du Groupe de travail de novembre 2016 et de la Conférence sur les pertes et gaspillages alimentaires organisée conjointement avec le Bureau de Genève de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui s'est tenue pendant la session du WP.7. Des représentants des gouvernements, des services d'inspection, des distributeurs et de la société civile, ainsi que des producteurs, avaient à cette occasion discuté des interactions entre les normes de qualité – y compris les normes et prescriptions techniques du domaine privé – et les pertes alimentaires. Un large consensus s'était dégagé quant à la contribution des normes de qualité à l'amélioration de la qualité des produits, ce qui permettait de réduire les pertes alimentaires plus en amont de la chaîne d'approvisionnement. Le secrétariat a aussi indiqué que les discussions sur la traçabilité progressaient et que des recommandations avaient été formulées à ce sujet.
11. Le secrétariat a annoncé que le Comité directeur des capacités et des normes commerciales avait tenu sa session annuelle les 12 et 13 avril 2017 et que les travaux du WP.7 avaient reçu un accueil très favorable, plusieurs délégations ayant indiqué qu'elles étaient désireuses d'y participer davantage. En outre, des représentants ont fait part de leur intérêt pour un rapprochement entre les travaux du WP.7 et ceux d'autres organes comme le Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6), la Division de l'environnement et la Division des transports.

12. La session d'avril 2017, qui marquait le soixante-dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Europe, avait été l'occasion d'une manifestation parallèle à caractère agricole portant sur les activités du WP.7 : un marché fermier qui avait attiré un large public international.

## **b) Autres organisations**

13. La représentante du Programme mixte FAO/OMS sur les Normes alimentaires a communiqué aux représentants l'ordre du jour de la vingtième session du Comité du Codex sur les fruits et légumes frais (CCFFV20), qui se tiendrait du 2 au 6 octobre 2017 à Kampala, en Ouganda. Elle a souligné que certains points examinés lors de la réunion de la Section spécialisée seraient aussi abordés au CCFFV20, qui accueillerait avec satisfaction la participation des délégations et leurs contributions.

14. Le représentant de l'OCDE a indiqué que le secrétariat du Régime pour l'application de normes internationales aux fruits et légumes travaillait actuellement sur cinq brochures : les poireaux (Rapporteur : Allemagne), les fruits de la passion (Rapporteur : Kenya), les légumes-racines (Rapporteur : Slovaquie), les baies (Rapporteur : Slovaquie) et les tomates (Rapporteur : Pays-Bas). Le Régime de l'OCDE traitait aussi d'enjeux nouveaux comme la vente de fruits et légumes par Internet, la traçabilité, les tolérances et les pertes alimentaires. Trois pays, l'Albanie, le Brésil et la Croatie, avaient officiellement demandé à adhérer au Régime et des missions d'évaluation auraient lieu si possible dans le courant de l'année. Israël s'était porté volontaire pour se soumettre à un examen par les pairs, ce qui faisait de lui le neuvième pays à participer au Programme d'examen par les pairs. Le rapport serait présenté pour approbation lors de la prochaine réunion plénière (décembre 2017). L'Allemagne avait traduit en allemand cinq brochures de l'OCDE (chicorée, poires, prunes, pommes et raisins de table). Les brochures seraient mises en ligne sur le site de l'OCDE. L'OCDE travaillait en coopération avec la CEE à l'organisation en Asie d'un atelier commun pour promouvoir les normes et les brochures facilitant leur interprétation. L'OCDE fournirait des experts et du matériel.

## **V. Révision des normes CEE-ONU**

### **a) Tomates**

#### *Tomates cerises et tomates cocktail*

15. À sa session de novembre 2016, le Groupe de travail avait décidé de renvoyer la norme pour les tomates à la section spécialisée pour un examen plus approfondi des prescriptions relatives au calibrage, c'est-à-dire la taille maximum des tomates cerises et des tomates cocktail. Après des discussions approfondies, aucun consensus ne s'était dégagé et il avait été décidé de ne pas introduire de taille maximum. Toutefois, la Section spécialisée avait modifié les sections suivantes : Définition du produit (pour ajouter les types commerciaux : tomates cerises et tomates cocktail) ; et Dispositions concernant le marquage (nature du produit et caractéristiques commerciales).

#### *Tomates vertes immatures*

16. La Section spécialisée a débattu de la proposition des Pays-Bas concernant l'introduction dans la norme de dispositions sur les tomates vertes dures. Il a été expliqué que la commercialisation de ce type de produit était en hausse et nécessitait une adaptation de la réglementation en vigueur. Plusieurs délégations se sont montrées réticentes à inclure ces tomates dans la norme ; d'autres ont fait observer qu'elles étaient conformes aux prescriptions de colorimétrie et de calibrage de la CEE et pouvaient déjà être commercialisées. Il a donc été décidé d'ajouter une nouvelle rubrique concernant les caractéristiques relatives à la maturité dans la section II. « Dispositions concernant la qualité », libellée comme suit : « Le développement et le stade de maturité des tomates doivent être tels qu'ils leur permettent de continuer le processus de maturation et d'atteindre un degré de maturité satisfaisant. Toutefois, la commercialisation de tomates

vertes immatures (atteignant la coloration 1 sur l'échelle colorimétrique de l'OCDE) est autorisée, sous réserve que leur état de maturité soit uniforme et que les indications requises figurent sur l'étiquette ». Il a également été décidé d'ajouter, sous le point B. « Nature du produit », la mention « Tomates vertes immatures, selon qu'il convient » et de supprimer, dans la Catégorie « Extra », le paragraphe suivant : « Leur coloration, en rapport avec leur état de maturité, doit être telle qu'elles puissent répondre aux exigences du dernier alinéa du paragraphe A ci-dessus. ». Des consultations à propos de cette dernière suppression pourront avoir lieu jusqu'à la fin de juin 2017.

#### *Tomates « à côtes »*

17. La Section spécialisée a accepté la proposition faite par la délégation allemande de rendre facultatives les dispositions relatives au calibrage des tomates à côtes ou de forme irrégulière, et a modifié en conséquence la section III. « Dispositions concernant le calibrage ».

18. La Section spécialisée a décidé de soumettre au Groupe de travail la norme sur les tomates ainsi modifiée pour adoption en novembre 2017 en tant que norme CEE-ONU révisée pour les tomates. La modification de la Catégorie Extra qui est soumise à consultation jusqu'à la fin juin 2017 ne sera prise en compte que si elle est acceptée. Toutes les modifications proposées sont mises en évidence dans le document d'après-session.

## **b) Agrumes**

#### *Liste de variétés d'agrumes*

19. Les représentants ont débattu de l'utilité de la liste informelle des variétés d'agrumes et ont fait observer qu'elle contribuait à clarifier les dispositions de la norme relatives à l'étiquetage, en particulier dans les pays consommateurs. Les pays opposés à cette liste ont fait valoir que les inspecteurs n'étaient pas qualifiés pour certifier des variétés, mais pour réaliser des évaluations de conformité sur la base de la norme. Il a été précisé que la liste ne décrivait pas les caractéristiques des variétés et qu'elle ne visait pas non plus à déterminer ou à certifier les variétés. Elle avait pour unique but d'aider à vérifier que les exigences en matière d'étiquetage étaient respectées. Il a été convenu d'ajouter à l'en-tête de la liste la mention « Pour information seulement ». La liste a été revue par un groupe de travail, mais certaines questions n'ont pas été résolues. Le secrétariat la publiera en tant que document d'après-session pouvant faire l'objet de modifications jusqu'à la fin de juin 2017. Les délégations ont été invitées à passer cette liste en revue et à informer le secrétariat de toute variété manquante. Il a été demandé aux délégations, avant de soumettre une modification, de vérifier que ladite modification correspondait effectivement à une variété existante et que celle-ci ne figurait pas déjà dans la liste. Il a été suggéré de désigner des délégations qui seraient responsables le cas échéant de la mise à jour des listes de variétés, à l'instar de ce qu'avaient fait d'autres sections spécialisées. L'Afrique du Sud s'est portée volontaire pour être la « gardienne » des listes de variétés d'agrumes et de raisins de table.

#### *Division de la norme pour les agrumes*

20. En raison de la complexité de la norme actuelle, la Section spécialisée a débattu de l'opportunité de scinder la norme relative aux agrumes selon les espèces. Pour bon nombre de délégations, la norme actuelle avait bien fonctionné pendant de nombreuses années et il n'y avait pas lieu de la scinder ; elles estimaient toutefois que, dans certains domaines, notamment en matière d'étiquetage, des clarifications seraient bienvenues. Il a donc été décidé de conserver la norme pour les agrumes sous sa forme actuelle, mais d'engager une révision complète de la norme à la session 2018 de la Section spécialisée. Toutes les contributions reçues en 2017 seraient alors examinées, y compris les documents ainsi que les dispositions pertinentes du Codex. Le Rapporteur (Afrique du Sud) préparerait un document de travail pour la session 2018 en vue de finaliser la révision de la norme en 2019.

#### d) Choux pommé

21. Lors du processus de consultations de 2016 sur les changements proposés à la norme CEE-ONU pour les choux pommés, il avait été décidé de repousser jusqu'à la présente session le changement de formulation concernant la longueur de la hampe florale pour un complément d'examen. La nouvelle formulation présentée par la délégation allemande n'avait pas été adoptée, plusieurs délégations estimant qu'elle laissait trop de place à l'interprétation. Les nombreux types différents de choux pommés qui avaient été produits et commercialisés ces dernières années faisaient cependant qu'un descriptif amélioré devrait être mis au point car la longueur de la hampe florale ne donnait pas forcément une bonne idée de la condition du produit. Un groupe de travail informel (Allemagne, Espagne, États-Unis, Pays-Bas et Royaume-Uni) proposera une nouvelle formulation qu'il se chargera de faire suivre à la Section spécialisée pour la fin de mai 2017.

#### e) Pommes

##### *Liste des variétés*

22. Lors de la session de 2016 du Groupe de travail, il a été décidé de demander à la Section d'examiner la classification des mutants des variétés Elstar et Jonagold selon leur groupe de coloration. Bien que certaines délégations aient exprimé leur inquiétude face au fait que le groupe de coloration des mutants ne soit pas distinct de celui de la variété dont ils sont issus (alors que la coloration constitue souvent la distinction la plus visible entre les deux), il a été convenu d'accorder une dérogation à ces deux variétés et à leurs mutants. Il a également été convenu de modifier le groupe de coloration de la variété Starking, qui passe dans le groupe C, et de maintenir l'indication V (« maladie vitreuse ») pour la Reine des Reinettes dans la liste des variétés. En réponse à une question posée par la Nouvelle-Zélande, il a été expliqué que la variété « Oliver » (marque Tiddly Pomme™) avait été retirée de la liste en 2016 dans la mesure où toutes les demandes de protection variétale avaient été retirées. La Nouvelle-Zélande fournirait le moment venu des informations actualisées sur le statut de la protection variétale de la variété « Oliver ». La délégation allemande a proposé d'être la « gardienne » de la liste des variétés de pommes qui sera révisée dans trois ans au plus tôt, à moins qu'une question urgente n'impose un autre calendrier.

23. La Section spécialisée a décidé de soumettre la modification apportée au groupe de coloration de la Starking au Groupe de travail pour adoption en novembre 2017.

##### *Normes concernant les pommes et les poires*

24. La Section spécialisée a modifié les caractéristiques minimales figurant dans la norme concernant les pommes comme suit : « Exemptes de défauts importants dus à la maladie vitreuse, sauf pour les variétés signalées par un V dans la liste des variétés » et a supprimé la mention de la variété Fuji et de ses mutants.

25. La Section spécialisée a examiné la proposition des Pays-Bas visant à supprimer le marquage du fruit le plus petit et du fruit le plus gros dans une boîte de produits non soumis aux règles d'homogénéité. Certaines délégations étaient favorables à la proposition, mais d'autres ont estimé que cette prescription de marquage fournissait des informations importantes au consommateur, en particulier lorsque le produit n'était pas visible de l'extérieur. Il a donc été décidé de conserver la disposition actuelle qui figure à l'alinéa b) du point D (Caractéristiques commerciales), mais de la rendre facultative.

26. La même modification a été adoptée pour la norme concernant les poires.

27. La Section spécialisée a décidé d'accorder aux délégations un délai de consultation expirant fin juin 2017 sur la modification apportée aux normes concernant les pommes et les poires. Si aucune objection n'est formulée, la modification proposée sera soumise au Groupe de travail à sa session de novembre 2017 en vue de son adoption en tant que norme révisée pour les pommes et les poires.

## f) Figues fraîches

28. Le représentant du Brésil, Rapporteur du Groupe de travail composé de l'Afrique du Sud, du Brésil, des États-Unis, de l'Inde, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la Turquie, a présenté les conclusions des débats du groupe concernant la pellicule blanche qui recouvre les figes fraîches et sa compatibilité avec la caractéristique minimale « propre ».

29. Rappelant les débats antérieurs et le contexte des travaux, il a indiqué que plusieurs normes de la CEE-ONU (concernant par exemple les carottes et les champignons) prévoyaient des dérogations à cette disposition. Il a également noté que les questions de sécurité alimentaire et les aspects relatifs aux préférences des consommateurs n'avaient pas été examinés par le Groupe de travail. En effet, outre qu'ils ne relevaient pas de sa compétence, ils ne cadraient pas avec l'orientation technique de la question.

30. Le représentant a souligné qu'à l'heure actuelle, la disposition de la norme relative à la propreté n'était pas facile à interpréter s'agissant de la pellicule blanche recouvrant les figes. Il a par ailleurs fait observer que les figes avaient également une pruine naturelle. Le représentant des États-Unis a évoqué à cet égard les variétés de figes sombres recouvertes d'une légère pruine naturelle. La délégation des États-Unis a également cité l'exemple de la couleur argentée des poivrons doux qui, dans certaines catégories de la norme correspondante, pouvait recouvrir une surface importante du fruit, ce qui était admis en l'occurrence. D'autres délégations ont jugé que ce n'était pas comparable.

31. Au cours du débat qui a suivi, il a été souligné que la caractéristique minimale « Propres, pratiquement exemptes de toute matière étrangère visible » se prêtait à des interprétations différentes. Une solution envisageable pourrait donc être de fixer des limites acceptables dans la brochure de l'OCDE de 2015 consacrée aux figes fraîches, en les illustrant par des textes explicatifs et des photographies. L'observation a été faite que la photographie figurant aujourd'hui dans la brochure de l'OCDE montrait une fige recouverte de poussière et non d'une pellicule blanche.

32. Il a été décidé de suivre la recommandation du Groupe de travail visant à ne pas modifier la norme. Le Brésil a été prié de fournir des photographies définissant les limites acceptables pour les figes recouvertes d'une pruine naturelle et pour les figes des zones tropicales recouvertes d'une pellicule blanche due à l'adjuvant utilisé. Les photographies pourraient montrer la taille minimale de la pellicule blanche autorisée et illustrer la progression autorisée dans les différentes catégories. La Section spécialisée demanderait à l'OCDE de l'assister dans cette tâche et de revoir la Brochure 2015 sur les figes fraîches. En outre, le Brésil a noté qu'étant donné qu'actuellement, dans certaines parties du monde, cette culture intégrait l'application de bouillie de Bordeaux, les processus de production et les bonnes pratiques agricoles pouvaient être améliorées et l'étaient déjà, et des progrès étaient accomplis pour atteindre des niveaux de propreté plus acceptables. Le Brésil a été invité à fournir des informations actualisées sur les faits nouveaux.

## g) Pommes de terre de conservation

33. Les débats se poursuivant actuellement au sein du Comité du Codex pertinent, la Section spécialisée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de l'année prochaine et de continuer à suivre les travaux relatifs à l'élaboration d'une nouvelle norme Codex pour les pommes de terre de conservation. Les délégations ont été invitées à soumettre leurs commentaires sur la norme à la prochaine session en mai 2018.

## h) Autres normes

### *Kiwis*

34. La Section spécialisée a examiné la proposition de la délégation allemande visant à rendre obligatoire l'indication du nom de la variété. Sur la base de cet examen, la Section spécialisée a adopté l'étiquetage obligatoire de la couleur de la chair (ou indication équivalente), si celle-ci n'est pas verte. La modification sera publiée dans le document

d'après-session et sera soumise au Groupe de travail pour approbation à sa session de novembre 2017.

#### *Fenouils*

35. La Section spécialisée a adopté la proposition de la délégation allemande visant à rendre facultative l'indication des dispositions relatives au calibrage (exprimées par référence à un calibre minimal et à un calibre maximal). La modification sera publiée dans le document d'après-session et sera soumise au Groupe de travail pour approbation à sa session de novembre 2017.

#### *Tolérances de calibre dans les normes CEE concernant les pommes, les cerises, les agrumes, les figues fraîches, les kiwis, les poires, les prunes et la rhubarbe*

36. La Section spécialisée a adopté l'alignement, sur les dispositions de la Norme-cadre, pour ce qui concerne la tolérance de calibre de la norme pour les kiwis. L'alignement des autres normes citées (pommes, cerises, agrumes, figues fraîches, poires, prunes et rhubarbe) a été adopté à titre provisoire en attendant l'approbation de la délégation espagnole avant la fin de juin 2017. Les modifications acceptées seront publiées dans le(s) document(s) d'après-session et seront soumises au Groupe de travail pour approbation à sa session de novembre 2017. Les observations écrites présentées par la délégation belge (INF.14) sur la taille minimale pour les cerises seront examinées à la session de 2018.

#### *Courgettes*

37. La Section spécialisée a accepté d'adopter la proposition de la délégation française visant à ajouter une disposition concernant le calibrage au nombre pour inclure les courgettes de forme ronde. La modification sera signalée dans le document d'après-session et soumise au Groupe de travail pour approbation à sa session de novembre 2017. La délégation française fournira des précisions sur les prescriptions relatives à l'homogénéité pour les courgettes de forme ronde en juin 2017 au plus tard.

#### *Rhubarbe*

38. La délégation allemande a exposé sa proposition visant à modifier les caractéristiques minimales et à supprimer les dispositions relatives au calibrage. Après avoir examiné la question, la Section spécialisée a décidé de modifier les caractéristiques minimales mais de conserver les dispositions actuelles concernant le calibrage dans la Norme. Toutes les modifications seront signalées dans le document d'après-session et seront soumises au Groupe de travail pour approbation à sa session de novembre 2017.

## **VI. Révision de la Norme-cadre applicable aux normes CEE-ONU relatives aux fruits et légumes frais**

39. La Section spécialisée a adopté les modifications suivantes qui ont été apportées à la Norme-cadre : suppression de la mention du stade du « contrôle à l'exportation » dans les dispositions relatives à la qualité ; ajout d'une section facultative sur les caractéristiques de maturité pour les fruits climactériques et non climactériques ; ajout du terme « exportateur » aux dispositions concernant le marquage de la partie A (Identification) et révision des dispositions relatives à l'étiquetage concernant les identifications symboliques (avec renvoi à une base de données de la CEE énumérant les pays qui publient des identifications symboliques reconnues officiellement) ; modification de la section relative à l'homogénéité et ajout de la précision selon laquelle l'homogénéité de calibre n'est pas requise pour les mélanges ; modification de la note de bas de page 3 dans la section relative au marquage et ajout à la section relative au conditionnement d'une disposition précisant que les indications marquées au laser sur des produits uniques ne doivent pas provoquer des altérations de la chair ou de la peau. Il a été décidé de proposer les modifications au Groupe de travail pour adoption en novembre 2017 et de lui demander d'autoriser la modification des normes concernant tous les fruits et légumes frais en conséquence.

*Discussion sur les tolérances pour la dégradation*

40. À sa session de 2016, la Section spécialisée avait décidé, dans le contexte de la révision de la Norme-cadre, de poursuivre l'examen des tolérances de qualité sous l'angle de la dégradation dans les normes CEE-ONU de commercialisation. Bien que le relèvement proposé à 3 % pour les catégories I et II n'ait pas été accepté, un débat a eu lieu sur un éventuel relèvement à 2 %, ce qui représenterait une solution de compromis. Au cours des débats, il est apparu clairement que, dans la pratique, des tolérances supérieures étaient déjà appliquées, en particulier dans les grands ports européens. Un relèvement à 2 % refléterait donc la pratique actuelle. La Nouvelle-Zélande a signalé (tout en acceptant un relèvement à 2 % de la tolérance) que beaucoup d'importations étaient reconditionnées à leur arrivée dans le pays importateur. Les normes privées, d'application courante, s'inscrivaient, a-t-il été observé, dans des accords contractuels peu attentifs aux niveaux de tolérance fixés dans les normes CEE-ONU. Le Kenya s'est lui aussi déclaré en faveur d'un relèvement à 2 % et a noté que l'imposition d'exigences strictes provoquait davantage de gaspillage et de pertes, particulièrement lorsque les producteurs et les opérateurs devaient satisfaire aux prescriptions des marchés internationaux haut de gamme. Il a également été précisé que si la norme CEE-ONU fournissait un cadre, les spécifications et les tolérances privées étaient souvent beaucoup plus strictes.

41. Le représentant des États-Unis a souligné que, quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient, un fruit est par nature périssable. Les préférences des consommateurs allant actuellement notamment vers une meilleure qualité gustative et une utilisation moindre des produits chimiques, ces facteurs supplémentaires avaient une incidence encore plus grande sur la durée de conservation du produit et sa périssabilité. La Norme-cadre était considérée comme une ligne directrice importante pour les normes de commercialisation, qui devraient non seulement mettre l'accent sur la promotion de la qualité et dûment refléter les attentes des consommateurs et l'évolution de celles-ci, mais également tenir compte des caractéristiques des fruits et légumes frais faisant l'objet d'une normalisation.

42. D'autres délégations ont fait valoir qu'un relèvement des tolérances risquait d'entraîner un surcroît de rejets et un recours accru aux normes privées. En outre, aucune plainte relative à des problèmes concrets concernant des produits en particulier et exigeant des mesures urgentes n'avait été portée à l'attention de la Section spécialisée. Il a également été suggéré qu'à l'avenir, les problèmes soient réglés si nécessaire produit par produit et non dans le contexte de la Norme-cadre. Les normes devraient fournir des orientations concrètes et, comme l'ont souligné certaines délégations, l'expérience et le bon sens des inspecteurs devraient les guider dans leur travail quotidien, en particulier, lorsqu'ils sont confrontés à des cas de dégradation. La délégation américaine a expliqué qu'aux États-Unis, chaque norme concernant un produit frais prévoyait des tolérances particulières pour la dégradation et fournissait à ce propos des orientations spécifiques. En réponse à une question posée par le représentant de la FAO, il a été expliqué que, dans les normes CEE-ONU, la tolérance de dégradation avait été fixée à 0 % pour la catégorie Extra. À l'instar des débats tenus au Comité du Codex, les tolérances pour la dégradation avaient également été examinées en détail à la CEE mais aucun consensus ne s'était dessiné à ce jour en faveur d'un relèvement de la tolérance pour la catégorie Extra. Alors que certaines délégations semblaient d'avis qu'un relèvement de la tolérance réduirait les pertes alimentaires, d'autres disaient craindre que ce soit en fait l'inverse qui se produise. La délégation des États-Unis a exprimé l'avis que l'absence de tolérance dans la catégorie Extra aboutirait à un déclassement du produit et partant, à une diminution des recettes.

43. En l'absence de consensus, les tolérances pour la dégradation dans les catégories I et II n'ont pas été modifiées et le débat a été ajourné jusqu'aux prochaines sessions.

*Simplification des dispositions relatives aux tolérances*

44. La délégation des États-Unis a présenté sa proposition visant à simplifier les dispositions concernant les tolérances et à présenter les tolérances sous forme de tableau, sur le modèle des produits secs et séchés avec, par exemple, une tolérance totale de 5 % dans la catégorie Extra pour tous les défauts à l'exception de la dégradation (des limites précises étant définies pour chacun des défauts : grave, progressif et non progressif, par exemple). Certaines délégations ont indiqué que c'était également de cette manière qu'elles



appliquaient les tolérances figurant dans les normes et qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'adapter les normes à la pratique actuelle en matière d'inspection. La Suède a indiqué que la norme avait pour raison d'être de faciliter les échanges et les communications entre l'acheteur et le vendeur et non la pratique des inspections. Pour le Brésil, le secteur industrie légalement devrait pouvoir s'appuyer sur des normes plus transparentes. Les dispositions actuelles n'étaient pas faciles à appliquer pour les services d'inspection au niveau national. Une révision et un ajustement des formulations contenues dans les textes pourraient être nécessaires si l'on voulait guider les opérateurs de telle sorte qu'ils sachent faire la distinction entre les défauts graves et les autres défauts.

45. D'autres délégations se sont ralliées à l'avis que les normes actuelles donnaient des orientations. Le Président a cité l'exemple des directives de l'OCDE relatives à l'inspection, qui contiennent un chapitre sur la manière de déterminer les tolérances, décrites photographiquement à l'appui. L'examen de ces photographies pourrait permettre de mieux comprendre les pratiques actuelles des différentes délégations et d'aboutir le cas échéant à une proposition de modification des normes.

46. Une plus grande simplification pourrait avoir pour effet de permettre à un produit présentant davantage de défauts graves d'entrer sur le marché, et conduire ainsi le secteur à recourir davantage aux normes privées. Aucun consensus n'ayant pu être atteint, il a été décidé de reporter la poursuite des débats à la session de 2018 de la Section spécialisée. La délégation des États-Unis a proposé de préparer un exposé détaillé sur cette question pour la prochaine session.

## **VII. Pertes/gaspillages alimentaires en rapport avec l'application des normes**

47. La Rapporteuse (Suède) a passé en revue les propositions relatives aux pertes et gaspillages alimentaires en rapport avec l'application des normes, lesquelles propositions avaient été établies en 2016 en collaboration avec d'autres délégations. Elle a fait remarquer que la première analyse de ces propositions avait montré que seules des pertes limitées pouvaient être imputées aux normes de qualité sur les marchés à prix élevé et que davantage de pertes étaient dues aux spécifications techniques des normes privées, ainsi qu'aux pratiques de commercialisation, souvent déterminées par les préférences des consommateurs. Elle a souligné que la catégorie II, dans laquelle toute une série de défauts était déjà autorisés, n'était pas correctement utilisée. Elle a insisté sur le fait que les normes constituaient un seuil minimum et servaient à justifier les différences de prix. Les fruits « moches », souvent spécifiquement choisis et regroupés, appartenaient en réalité à la catégorie II et concentraient des produits non conformes aux critères de la catégorie I. L'analyse présentait un certain nombre d'options susceptibles de réduire les déchets alimentaires : renoncer à normaliser ; relever les niveaux de tolérance pour la catégorie II ; créer une nouvelle catégorie (catégorie III) ; et élaborer des critères de qualité minimums pour des produits aptes à la consommation mais ne répondant pas aux critères des catégories I ou II.

48. La délégation kényane a présenté une étude de la CEE sur les pertes alimentaires avant expédition liées aux normes (soit privées, soit de la CEE). Le sujet de l'étude et les recherches empiriques menées à cet effet visaient à étudier le rôle des normes dans les pertes alimentaires, à quantifier ces pertes et à déterminer si, dans le cas de deux produits donnés (les avocats et les haricots verts), lesdites pertes survenaient avant l'expédition. Le Kenya disposait d'un système national de normes de qualité fondées sur les normes de la CEE et du Codex, et des certificats de conformité étaient délivrés avant l'exportation. L'intervenant a souligné que les normes n'apportaient pas en soi de réponse à tous les problèmes des marchés des pays en développement mais qu'elles servaient de guide et offraient un système de référence fort utile.

49. Les premières conclusions montraient que les pertes alimentaires survenaient à différents stades, y compris pendant la récolte, lors du transport, dans les stations d'emballage, au cours de la transformation et de la préparation, et, principalement, au stade

de la production. L'intervenant a également énuméré les mesures de prévention limitées qui étaient déjà en place, notamment le renforcement des capacités et la formation ; les dispositions contractuelles entre les grands exportateurs et les chaînes de distribution, laissant à l'écart les petits exploitants, et le niveau très basique de formation de ces derniers. Il a conclu que certains éléments donnaient à penser que les normes (privées et publiques) du marché pesaient sur les pertes alimentaires et, en particulier, que le plus grand pourcentage de pertes alimentaires était attribuable aux spécifications propres au commerce de détail. Certaines pratiques commerciales, notamment l'annulation de commandes en dernière minute ou le rejet d'une livraison au vu de la qualité des marchandises, constituaient une autre source de pertes alimentaires. L'intervenant a également proposé un approfondissement de cette étude et la mise au point de mesures de prévention et d'atténuation dans le cadre d'une approche plurisectorielle.

50. Dans les échanges qui ont suivi, il a été souligné qu'il était possible d'élaborer des mesures d'atténuation et de créer un marché/une demande à l'échelle locale, sachant que les avocats et les haricots verts étaient des productions orientées vers l'exportation qui ne faisaient pas partie du régime alimentaire traditionnel du Kenya. De plus, les produits non exportés pouvaient être utilisés par d'autres industries, dont l'agroalimentaire. Le Kenya a également expliqué que la plupart des critères appliqués à l'exportation des haricots verts étaient fixés par de grands détaillants. Plusieurs délégations ont souligné que la façon dont les fruits étaient manipulés n'était pas un problème propre au Kenya. En Europe également, où, comme cela avait été dit par le représentant de l'OCDE, les études montraient que la majorité des pertes résultaient des manipulations par les consommateurs et les détaillants et n'étaient pas liées aux normes, la manipulation des denrées périssables par les employés et les consommateurs constituait un problème de taille. Disposer d'informations en plus grand nombre sur les bonnes pratiques permettrait donc d'éviter ces pertes.

51. Il a également été souligné que, dans ce contexte, l'un des objectifs de ces normes était de contrecarrer les pertes alimentaires en agissant au niveau de la qualité. Pour ce faire, il fallait agir avec tous les partenaires de la chaîne d'approvisionnement afin de quantifier les incidences des pertes alimentaires et de faire connaître à toutes les parties, des producteurs aux consommateurs, les moyens d'éviter les pertes. Des normes commerciales de référence et garantissant un juste approvisionnement du marché étaient une nécessité. Cependant, il importait tout autant de garantir une bonne formation afin que ces normes soient mieux appliquées à tous les niveaux. Les programmes axés sur la transparence et la vulgarisation étaient aussi très importants à cet égard. Les études menées dans d'autres pays et les recherches empiriques axées sur la quantification du problème permettraient peut-être d'en faire une analyse comparative afin de trouver des mesures d'atténuation et de prévention adaptées. De plus, si un marché était suffisamment développé pour l'exportation, il était également nécessaire de créer un marché national pouvant absorber les excédents de production ou réutiliser autrement les produits non exportables. Il fallait garantir un niveau de qualité minimale pour développer un marché national.

52. Les discussions sur les propositions du groupe de travail ont montré qu'aucune délégation n'était favorable à l'abandon des normes. Seules quelques délégations s'étaient prononcées en faveur d'une catégorie II plus ouverte et aucune délégation n'avait souhaité la création d'une catégorie III. La Section spécialisée a donc décidé d'examiner les normes, au cas par cas et à la demande des pays, et d'étudier la nécessité de revoir les critères de la catégorie II à la baisse (par exemple supprimer ou assouplir les critères relatifs à la taille lorsque le produit reste parfaitement comestible). De plus, plusieurs délégations se sont également déclarées favorables à la promotion de la catégorie II auprès des producteurs, des négociants et des détaillants, ainsi qu'à la sensibilisation des consommateurs au fait qu'un fruit « moche » est en réalité un produit appartenant à la catégorie II.

#### *Critères de qualité minimums*

53. De plus, la Section spécialisée a reconnu que, pour certains marchés, il semblait nécessaire d'élaborer des critères de qualité minimums garantissant au consommateur la mise à disposition de produits dont la comestibilité est garantie, c'est-à-dire de qualité raisonnable (sans classification) à un prix raisonnable. Cela pourrait aider à développer les marchés et à favoriser la durabilité sur les nouveaux marchés en développement, ainsi que

sur les marchés développés choisissant cette option. Il a donc été décidé de présenter le premier projet de critères minimums pour examen à la prochaine session de la Section spécialisée.

*Code de bonne pratique pour réduire les pertes alimentaires et notes d'information*

54. La Section spécialisée a également décidé d'élaborer un code de bonne pratique pour contribuer à orienter et à garantir la qualité dans les pratiques commerciales et tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Un groupe de travail (France, Kenya, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède), présidé par la Suède rédigerait un avant-projet de code pour lancer les discussions. Il serait associé aux membres du groupe de discussion sur les pertes alimentaires, y compris ceux d'entre eux appartenant au secteur privé, afin de recueillir leurs contributions, de diffuser les bonnes pratiques et de les faire largement appliquer. Afin de mieux expliquer le but et le rôle des normes dans la lutte contre les pertes alimentaires ou le rôle des normes privées, il a été décidé de rédiger une série de notes d'information d'une page à distribuer aux populations et aux médias.

## **VIII. Certificats électroniques de qualité pour les fruits et légumes frais**

55. Le secrétariat a présenté le contexte dans lequel a été élaborée une proposition du Groupe de travail visant à la mise au point d'un certificat électronique de qualité pour les fruits et légumes frais devant servir dans les démarches précédant l'exportation comme lors du franchissement des frontières. L'intervenante a souligné que des travaux étaient déjà menés sur des certificats électroniques en matière phytosanitaire. Des systèmes électroniques avaient déjà été mis en place aux Pays-Bas mais ce pays ne s'était pas encore doté de certificats électroniques de conformité en matière de qualité. Le représentant du Royaume-Uni a expliqué que son pays utilisait des documents électroniques à l'importation. Au Kenya, le Gouvernement se penchait activement sur la question de la certification électronique et était associé à l'élaboration de certificats SPS électroniques. La Nouvelle-Zélande a souligné que la coordination avec d'autres organismes, tels ceux dépendant de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), était nécessaire pour tirer profit des résultats déjà acquis. La France a estimé nécessaire de mener les travaux portant sur la mise au point d'un certificat électronique de qualité en coordination avec le Codex (CCFICS), dans le cadre duquel les Pays-Bas et l'Australie œuvrent à l'élaboration de matériels d'orientation. Le Brésil et d'autres délégations ont appelé l'attention sur les problèmes qui ne manqueraient pas de se poser dans la foulée, à savoir ceux de la mise au point et de la reconnaissance des signatures électroniques, aspects à propos desquels des éclaircissements devraient être apportés.

56. Au vu de l'intérêt suscité par ce point, la Section spécialisée a décidé de contacter le groupe du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) chargé de la question afin qu'il la conseille sur les étapes à suivre.

## **IX. Traçabilité**

57. À sa session de 2016, le Groupe de travail a proposé la création, éventuellement à la CEE, d'un répertoire central de tous les pays délivrant des identifications symboliques. Le groupe de discussion sur la traçabilité, en collaboration avec le secrétariat de la CEE, a examiné les options possibles et présenté ses recommandations, y compris la création d'un registre de la CEE.

58. La Section spécialisée a soutenu la création d'une base de données de ce type dans laquelle figureraient le nom du pays qui utilise des identifications symboliques officielles, l'adresse postale et électronique de l'organisation les délivrant (pour répondre aux questions éventuelles), ainsi que des informations sur la structure de l'identification symbolique délivrée par ce pays (c'est-à-dire, un exemple d'identification symbolique). Ce registre, d'un format simple, serait tenu par le secrétariat de la CEE et mis à la disposition

de toutes les parties intéressées sur le site Web de la CEE. Le secrétariat a invité les délégations à fournir leurs propres informations et, si possible, des informations sur les services d'inspection du monde entier que le secrétariat pourrait contacter. Il ne pourrait pas être tenu responsable du contenu du registre, ni de l'exactitude des éléments qui y figurent ni des implications juridiques du contenu des entrées.

59. Il a également été proposé d'organiser, à la session de novembre 2018 du Groupe de travail, une conférence sur la suite donnée à la question de la traçabilité, conférence axée sur les identifications symboliques et la traçabilité en général.

## **X. Activités de renforcement des capacités et de promotion**

60. La délégation allemande a indiqué aux délégués qu'un atelier de renforcement des capacités (trente et unième Réunion internationale sur le contrôle de la qualité des fruits et des légumes) s'était tenu avec succès avec la participation de plus de 200 personnes, en mars 2017 à Bonn (Allemagne). Le secrétariat de la CEE a présenté les activités de renforcement des capacités proposées par le Groupe de travail en faisant remarquer qu'il existait une forte demande de formation aux meilleures pratiques internationales développées par les groupes au sein du WP.7 ainsi qu'aux mesures d'application et de soutien y afférentes. Les formations suivantes auxquelles les délégations ont été invitées se sont déroulées, ou se tiendront, en 2017. Elles sont organisées par la CEE ou bénéficient de son appui :

- Commerce transfrontière durable entre les Balkans et la Grèce, Thessalonique, 22-24 mars 2017 ;
- Coopération transfrontière, vallée de Fergana, Tadjikistan, 16-19 mai 2017 ;
- Commerce transfrontière des fruits à coque et des fruits séchés – directives relatives à l'échantillonnage et à l'inspection, Turin (Italie), 4-7 juillet 2017 ;
- Commerce transfrontière des fruits frais en Asie centrale, Tachkent (Ouzbékistan), 10-14 juillet 2017 ;
- Commerce transfrontière de la viande : 10-11 août 2017, Dublin (Irlande) ;
- Commerce agricole transfrontière (viande et certificats électroniques) – atelier international CEE/CESAP – Nanjing et Tianjin (Chine), 18-22 septembre 2017 ;
- Plateforme pour un secteur agroalimentaire durable Asie-Europe, Bangkok (Thaïlande) – 27 septembre 2017.

61. Le délégué du Brésil a indiqué que le projet de fonds d'appui au dialogue sectoriel entre l'UE et le Brésil, financé par l'Union européenne, avait été mené à bien. Il a remercié la DG Santé et la DG Agri de l'UE, ainsi que le secrétariat de la CEE et les membres de la Section spécialisée associés au projet, pour leur appui. Il a souligné qu'en plus d'un volet normatif, ce projet avait également porté sur des mesures d'application et qu'il avait permis des actions et des changements concrets.

## **XI. Objectifs de développement durable (ODD) et travaux de la Section spécialisée**

62. La Section spécialisée a passé en revue les objectifs de développement durable (ODD) ayant un rapport direct avec ses propres activités, en mettant l'accent sur l'ODD n° 2 (Éliminer la faim), l'ODD n° 12 (Modes de consommation et de production durables) et l'ODD n° 17 (Partenariat mondial) et a fait ressortir les concordances entre ses propres activités et leurs incidences d'une part, et les ODD pertinents d'autre part. Elle a également élaboré un projet de texte expliquant en quoi ses activités s'accordaient avec les ODD. Le texte proposé sera distribué sous forme de document d'après-session pour examen et observations jusqu'en septembre 2017 et présenté au Groupe de travail en novembre 2017, pour information.

## **XII. Questions diverses**

63. La prochaine session de la Section spécialisée se tiendra du 30 avril au 2 mai 2018.

## **XIII. Travaux futurs**

64. La Section spécialisée a décidé d'inscrire les points suivants à l'ordre du jour de 2018 :

- Pommes de terre de conservation – comparaison et alignement possible entre le projet de Codex et la norme de la CEE ;
- Norme pour les agrumes (nouvelle structure possible) ;
- Points ayant une incidence sur les travaux de la CEE en raison des décisions prises par le Comité du Codex sur les fruits et légumes frais ;
- Norme-cadre : tolérances de qualité, applications et amendements ; amendements d'ordre général relatifs au gaspillage alimentaire ; indication de l'importateur ou, à défaut, du vendeur ; points ayant une incidence sur les travaux de la CEE en raison des décisions prises par le Comité du Codex sur les fruits et légumes frais ;
- Examen de la liste des variétés de raisin de table (Rapporteur : Afrique du Sud) ;
- Autres normes ;
- Critères de qualité minimums ;
- Code de bonne pratique ;
- Traçabilité – informations actualisées sur l'enregistrement ;
- Affiche sur les ODD : mise à jour .

65. Toute autre proposition de travaux futurs sera à envoyer au secrétariat pour la mi-janvier 2018 au plus tard.

## **XIV. Élection du bureau**

66. La Section spécialisée a élu M<sup>me</sup> Ulrike Bickelmann (Allemagne) Présidente et M<sup>me</sup> Kristina Mattsson (Suède) Vice-Présidente.

## **XV. Adoption du rapport**

67. La Section spécialisée a adopté le rapport de la session.

---